



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU TRAVAIL



LA SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2017

LES 5 FAITS SAILLANTS

LES
RDV
DE
GRENNELLE



Travail et emploi : situation et perspective

#RDVGrenelle

L'emploi salarié a augmenté de 0,2 % au 3^e trimestre (+44 500 emplois), en ralentissement après plusieurs trimestres de forte croissance, tandis que l'activité est restée dynamique, avec une croissance du PIB de 0,5 % ce trimestre. Les créations nettes d'emplois restent portées, comme aux trimestres précédents, par les services marchands hors intérim (+36 400). Une part importante du ralentissement de l'emploi salarié ce trimestre provient de l'intérim (+10 900, après +29 200 au 2^e trimestre), qui reste néanmoins à un niveau historiquement élevé. Dans ce contexte économique favorable, la légère hausse du taux de chômage ce trimestre (+0,2 point, à 9,7 % en France) n'est pas de nature à remettre en cause la baisse tendancielle observée depuis début 2015. Enfin, la productivité par tête accélère au 3^e trimestre (+0,8 % sur un an), revenant vers des rythmes de croissance plus habituels. Les salaires réels (+0,4 % sur la même période) évoluent ainsi moins vite que la productivité.

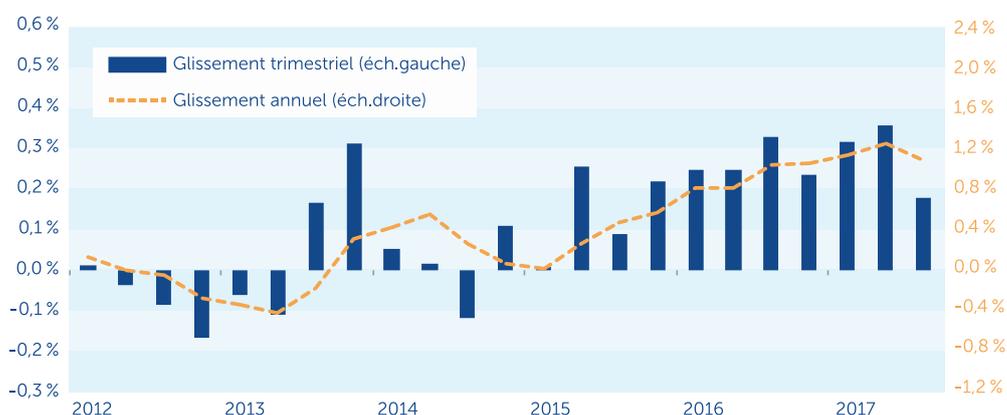
1 L'emploi salarié augmente au 3^{ème} trimestre à un rythme plus modéré

L'environnement économique reste favorable en France au 3^e trimestre (+0,5 % de croissance du PIB au 3^e trimestre, après +0,6 % au 2^e trimestre), soutenu notamment par une conjoncture internationale toujours porteuse (+0,6 % de croissance du PIB en zone euro, après +0,7 % au trimestre précédent). Cette situation se reflète dans les enquêtes de conjoncture réalisées auprès des entreprises : le climat des affaires est en nette hausse dans tous les secteurs ce trimestre, se situant bien au-dessus de sa moyenne de longue période.

Dans ce contexte, l'emploi salarié augmente pour le 12^e trimestre consécutif. Toutefois, sa progression s'avère plus faible qu'au trimestre précédent, avec 44 500 créations nettes d'emploi au 3^e trimestre (soit +0,2 %), après +88 300 au 2^e trimestre (+0,4 %). Ces créations d'emploi sont concentrées dans les secteurs marchands : l'emploi salarié non marchand accuse en effet un repli ce trimestre (-2 400 postes), alors qu'il

progressait depuis fin 2015 sur un rythme de près de 12 000 nouveaux postes par trimestre. Sur un an, 269 100 emplois salariés ont été créés, soit une progression de 1,1 %. L'arrêt de certaines mesures de soutien à l'emploi, comme le dispositif « embauche PME » bénéficiant aux CDI et aux CDD de plus de 6 mois qui s'est interrompu à la fin du mois de juin, a pu contribuer à ce ralentissement. À ce titre, les données relatives aux déclarations d'embauche de l'Acoss affichent un pic des embauches de plus d'un mois en juin (+4,8 % en glissement mensuel), suivi par un net recul en juillet (-3,9 %) : les entreprises auraient ainsi pu anticiper une partie de leurs embauches dès le 2^e trimestre pour profiter de la mesure, entraînant par contrecoup un repli au début du trimestre suivant. Entre juillet et octobre, les embauches de plus d'un mois repartent nettement à la hausse (+4,4 % en glissement trimestriel). La réduction des contrats aidés a également pesé sur l'emploi du secteur non marchand.

Évolutions de l'emploi salarié - en %



Champ : France hors Mayotte
 Source : Insee, Dares, Acoss – Données corrigées des variations saisonnières

2 L'emploi dans les services marchands

reste dynamique

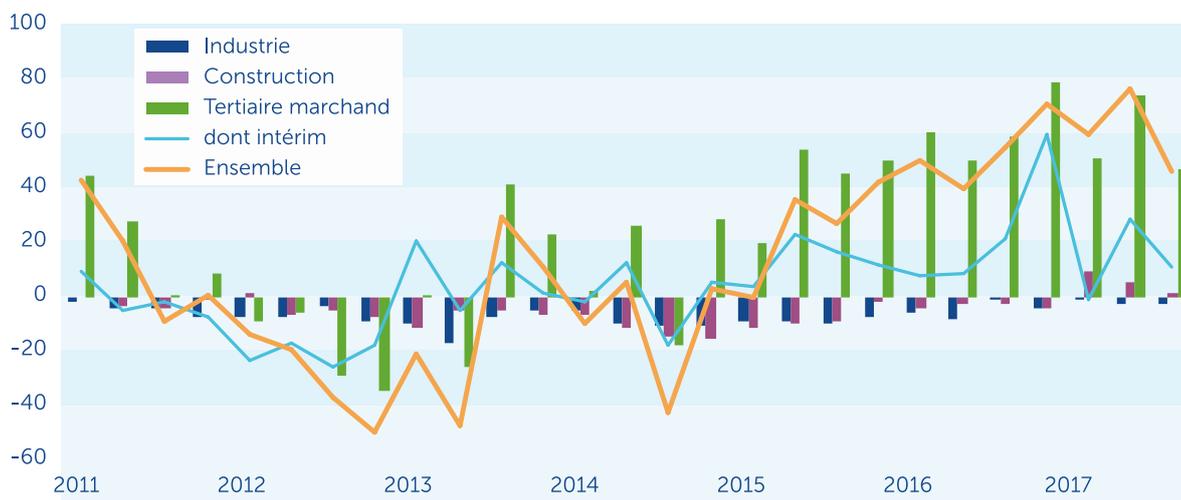
Comme au trimestre précédent, les créations nettes d'emploi salarié sont principalement portées par les services marchands hors intérim (+36 400 postes, après +45 000 au 2^e trimestre).

L'emploi dans la construction est quasiment stable ce trimestre (+1 700 postes, soit +0,1 %), après deux trimestres de croissance plus soutenue (+9 400 et +5 400 postes aux 1^{er} et 2^e trimestres respectivement). Les perspectives d'activité y restent toutefois favorables : d'après les enquêtes de conjoncture, les carnets de commandes des entreprises s'étoffent de nouveau, aussi bien dans le bâtiment que dans les travaux publics. Enfin,

comme au 2^e trimestre, les effectifs dans l'industrie restent quasi-stables (-2 800 postes au 3^e trimestre, soit -0,1 %).

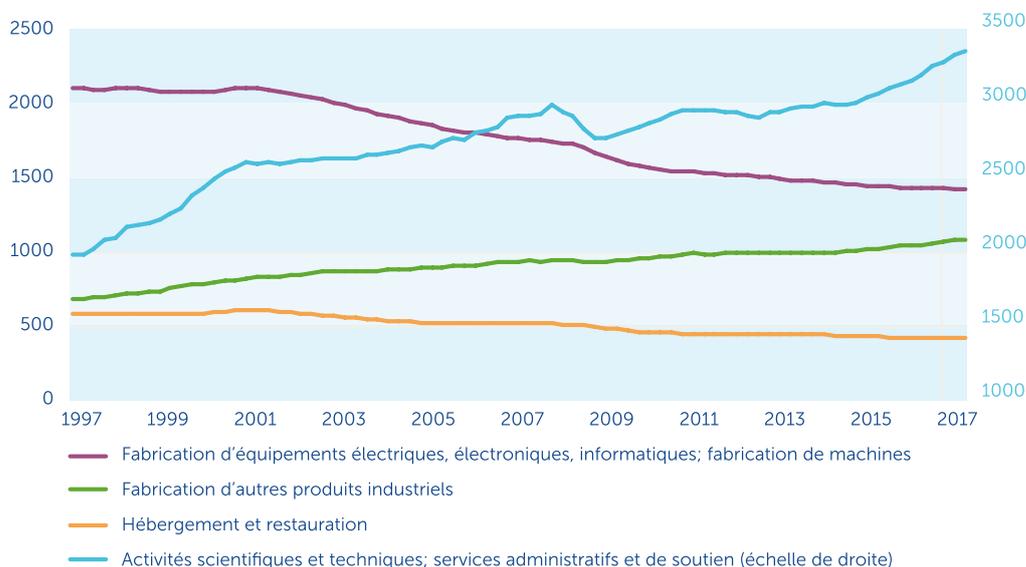
Par secteur détaillé, les plus dynamiques en matière de créations d'emploi sur la période récente concernent les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien (y compris hors intérim), ainsi que l'hébergement et la restauration. À l'inverse, deux secteurs industriels contribuent fortement aux destructions d'emploi : celui de la fabrication d'équipements électriques et celui de la fabrication de produits industriels. Ces évolutions récentes prolongent cependant une tendance de tertiarisation de l'économie bien antérieure à la crise de 2008.

Évolutions de l'emploi salarié marchand non agricole par grand secteur – glissements trimestriels, en milliers



Source : Insee, Dares, Acoess – Données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre - Champ : France hors Mayotte - Dernier point : 2017T3

Évolutions de l'emploi salarié par secteur – en milliers



Source : Insee, Dares, Acoess – Données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre
Champ : France hors Mayotte
Dernier point : 2017T3

3 L'intérim reste à un niveau élevé

Une partie importante du ralentissement de l'emploi provient de l'intérim qui ne progresse que de 10 900 postes ce trimestre (+1,5 %), contre 29 200 postes au 2^e trimestre (+4,2 %). Le niveau de l'emploi intérimaire reste donc très élevé, à son plus haut historique, avec 728 200 intérimaires comptabilisés fin septembre.

Le secteur tertiaire emploie aujourd'hui 40 % des effectifs intérimaires, au même niveau désormais que l'industrie. Cet accroissement tendanciel du poids du secteur tertiaire

dans les effectifs intérimaires (+10 points depuis 2000) reflète la hausse de l'emploi tertiaire dans l'emploi total. Au sein du secteur tertiaire cependant, c'est dans les sous-secteurs où la main-d'œuvre est la moins qualifiée que la progression des effectifs intérimaires a été la plus forte, à l'image des secteurs du transport et entreposage et des activités de services administratifs et de soutien. À l'inverse, le poids des secteurs de l'information et de la communication dans l'emploi intérimaire s'est plutôt replié sur la même période.

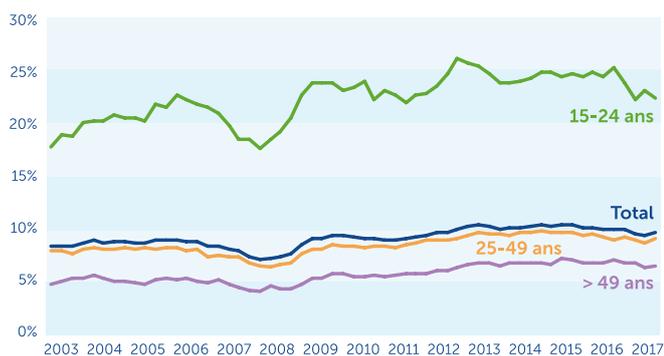
4 Le taux de chômage BIT augmente légèrement

Après trois trimestres consécutifs de baisse, le taux de chômage au sens du BIT repart à la hausse au 3^e trimestre, pour atteindre 9,7 % de la population active en France¹ (+0,2 point par rapport au trimestre précédent, soit +63 000 chômeurs). Il reste néanmoins inférieur de 0,3 point au taux de chômage enregistré un an avant. Cette baisse au cours des derniers trimestres est particulièrement marquée pour les 15-24 ans. Sur le dernier trimestre, le taux d'emploi enregistre une diminution de même ampleur que le taux de chômage

(-0,2 point par rapport au 2^e trimestre²) tandis que le taux d'activité stagne (-0,1 point).

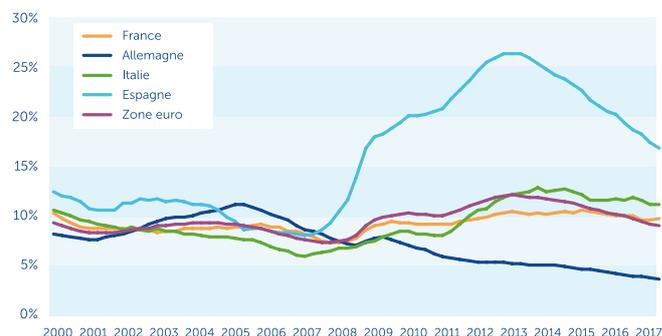
Si cette progression du taux de chômage BIT peut surprendre au regard du dynamisme de l'activité économique et de l'emploi salarié, cet « à-coup » au 3^e trimestre ne remet pas en cause la baisse tendancielle du chômage amorcée début 2015. Chez nos principaux partenaires européens, la tendance à la baisse du chômage se prolonge au 3^e trimestre.

Taux de chômage BIT en France – en %



Champ : France hors Mayotte
Source : Insee, enquête Emploi – Données corrigées des variations saisonnières en moyenne trimestrielle
Dernier point : 2017T3

Taux de chômage harmonisés en zone euro – en %



Source : Eurostat
Dernier point : 2017T3

1 Hors Mayotte.

2 La marge d'erreur de l'enquête Emploi étant estimée par l'Insee à +/- 0,3 point.

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre

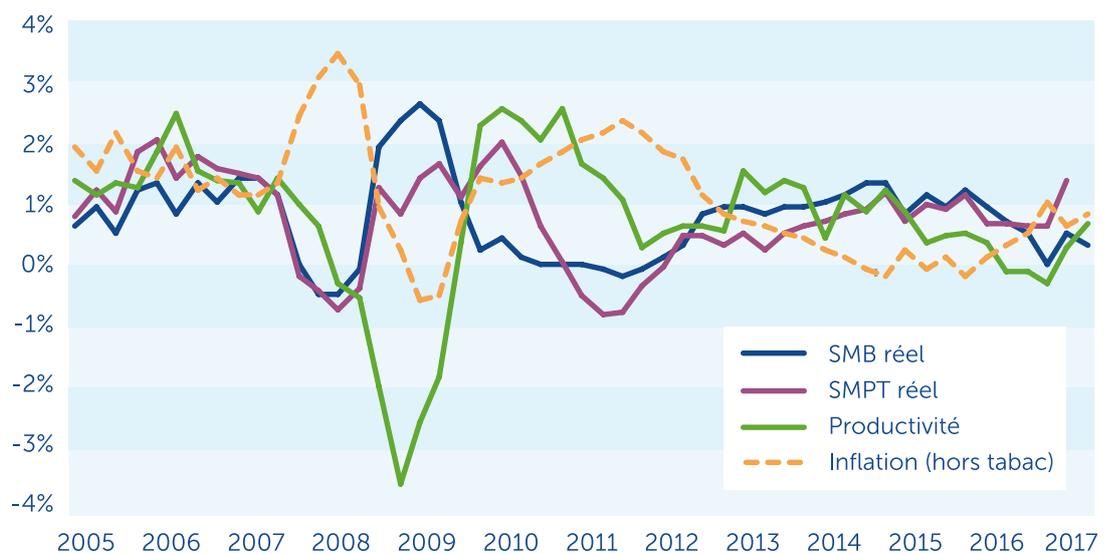


5 La productivité par tête rebondit et augmente plus vite que les salaires réels

Compte tenu de la croissance soutenue du PIB et du ralentissement de l'emploi, la productivité par tête accélère nettement au 3^e trimestre (+0,8 % en glissement annuel, après +0,4 % au 2^e trimestre). Les gains de productivité reviennent ainsi assez proches de leur niveau tendanciel d'après-crise (+1,0 %), après une période de croissance nulle voire négative de la productivité du second semestre 2016 au premier trimestre 2017.

Comme au trimestre précédent, dans les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel, le salaire mensuel de base (SMB) progresse de 1,3 % en glissement annuel. Toutefois, compte tenu du dynamisme de l'inflation au 3^e trimestre (+0,9 % en glissement annuel, contre +0,7 % au 2^e trimestre), le SMB en termes réel ralentit (+0,4 %, après +0,6 %).

Évolutions du salaire mensuel de base (SMB), du salaire moyen par tête (SMPT) et de la productivité par tête – glissements annuels, en %



Champ : Secteurs concurrentiels
Sources : Dares, Insee

La hausse du taux d'emploi depuis 2011 Ls'accompagne de fortes disparités par niveau de diplôme

Le taux d'emploi des 25-64 ans a crû depuis 2011, d'un point bas de 71,6 % en 2011 à 73,2 % en 2017. Cette hausse masque toutefois des différences importantes par âge et en fonction du niveau de diplôme. Parmi les 25-49 ans, les titulaires d'un diplôme inférieur au bac ont ainsi vu leur taux d'emploi baisser sensiblement depuis 2008. Parallèlement, le nombre d'actifs peu diplômés dans cette tranche d'âge s'est réduit, ce qui explique que cette baisse du taux d'emploi des peu diplômés ne se reflète pas dans les évolutions du taux d'emploi total.

Le taux d'emploi des personnes de 25 à 64 ans a crû depuis 2011, tiré par le taux d'emploi des seniors

Le taux d'emploi des 25-64 ans¹ connaît depuis le milieu des années 1980 une tendance à la hausse. Il est ainsi passé de 68 % en 1985 à 73 % en 2017. Sur les années plus récentes, il a connu une baisse au moment de la crise de 2008, et se redresse depuis 2011, avec une croissance de 1,5 point en six ans (**graphique 1**).

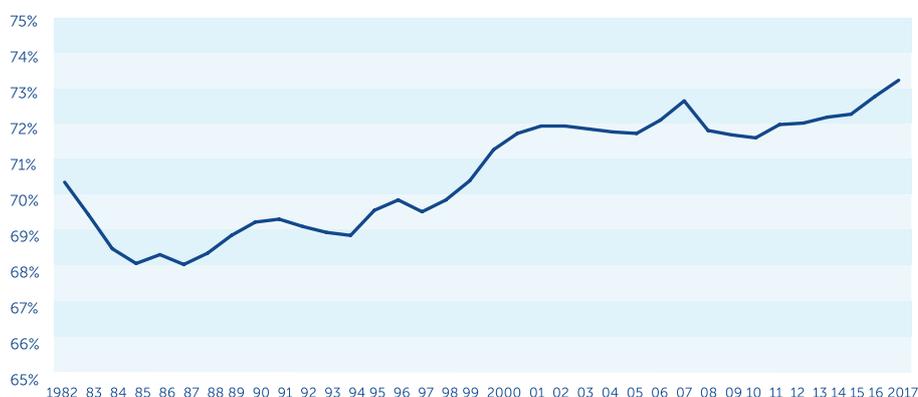
Le dynamisme du taux d'emploi des 25-64 ans sur les années récentes provient pour l'essentiel des personnes âgées de plus de 50 ans (**graphique 2**). Leur taux d'emploi a augmenté continûment depuis 2003, sous l'effet notamment des différentes réformes reculant l'âge effectif de départ à la retraite. Le taux d'emploi des 25-49 ans a pour sa part diminué au moment de la crise, avant de se redresser depuis 2015.

Le taux d'emploi des personnes de 25 à 49 ans les moins diplômées a baissé de façon continue, avec une aggravation sensible depuis la crise

Les évolutions du taux d'emploi des seniors étant spécifiques, on se concentre ici sur les 25-49 ans. Les variations du taux d'emploi des 25-49 ans masquent une forte hétérogénéité selon le niveau de diplôme (**graphique 3**). Sur longue période, alors que les taux d'emploi des diplômés du supérieur augmentent, ceux des moins diplômés sont plutôt stables ou en baisse. Depuis 2008, ces différences s'accroissent : entre 2008 et 2017, les taux d'emploi des non-diplômés et des titulaires du brevet baissent sensiblement, d'environ 12 points, alors que dans le même intervalle, malgré une légère baisse au moment de la crise, celui des diplômés du supérieur est resté stable.

Ces évolutions ont ainsi contribué à accentuer l'écart entre le taux d'emploi des plus diplômés et celui des moins diplômés. En 2008, parmi les 25-49 ans, le taux d'emploi des titulaires d'un diplôme plus élevé que bac était supérieur d'environ 20 points à celui des non-diplômés. En 2017, cet écart a augmenté de 13 points pour s'établir à 33 points.

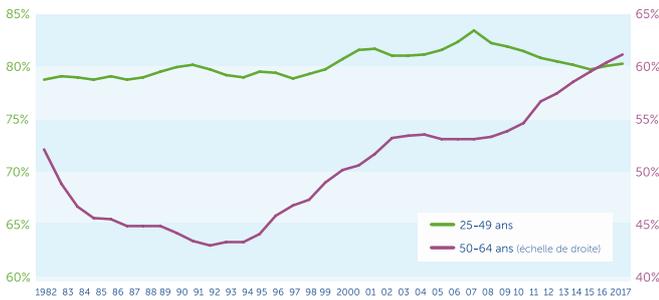
Graphique 1 : Taux d'emploi des 25-64 ans entre 1982 et 2017 (en %)



*Les données 2017 sont provisoires, sur la base des trois premiers trimestres
Champ : France métropolitaine
Source : Insee, enquête Emploi

¹ Nous excluons les jeunes de 15-24 ans de cette première analyse, dans la mesure où le diplôme qu'ils déclarent n'est souvent pas définitif, en particulier pour les titulaires du brevet ou du baccalauréat (amenés à décrocher d'autres diplômes ultérieurement). Ceci permet d'éviter des problèmes de comparabilité du taux d'emploi par diplôme avec les autres tranches d'âge.

Graphique 2 : Taux d'emploi par tranche d'âge entre 1982 et 2017 (en %)



*Les données 2017 sont provisoires, sur la base des trois premiers trimestres
Champ : France métropolitaine
Source : Insee, enquête Emploi

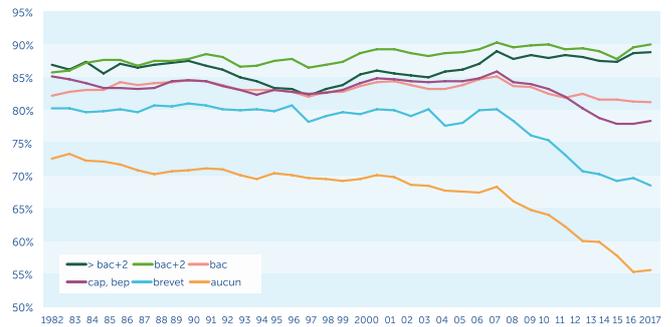
L'augmentation générale du niveau de diplôme de la population active s'est traduite par une réduction de la part des moins qualifiés

Le contraste entre la stabilité du taux d'emploi des 25-49 ans depuis le début des années 2000 et la stagnation voire la forte baisse des taux d'emplois pour la plupart des niveaux de diplôme s'explique par des effets de structure importants. Le niveau de qualification moyen des 25-49 ans s'est en effet fortement amélioré, notamment sous l'effet de la démocratisation scolaire passée.

Plus de 60 % des 25-49 ans sont désormais titulaires d'un diplôme au moins équivalent au baccalauréat, contre moins de 45 % en 2003 (**graphique 4**). La part de personnes titulaires d'un diplôme supérieur à bac+2 parmi les 25-49 ans a notamment doublé entre 2000 et 2017, passant de 13 % à 26 %. Symétriquement, la part de personnes non diplômées a été divisée par deux sur la même période, passant de 24 % en 2000 à 11 % en 2017.

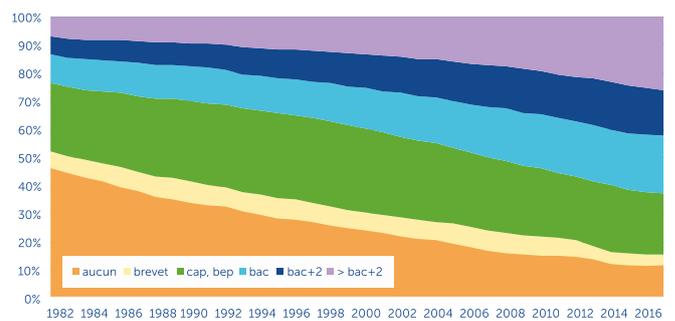
Le taux d'emploi des plus diplômés étant structurellement plus élevé, cette rapide évolution des niveaux de diplôme a contribué « mécaniquement » au maintien du taux d'emploi global à un niveau relativement élevé, toutes choses égales par ailleurs. De fait, quand on calcule le taux d'emploi qui aurait été observé si la répartition de 25-49 ans par niveau de diplôme était restée la même qu'en 1982, on constate que celui-ci aurait baissé de 10 points (**graphique 5**).

Graphique 3 : Taux d'emploi des 25-49 ans par niveau de diplôme entre 1982 et 2017 (en %)



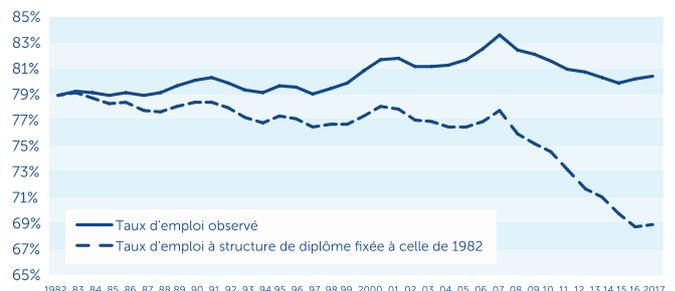
*Les données 2017 sont provisoires, sur la base des trois premiers trimestres
Champ : France métropolitaine
Source : Insee, enquête Emploi

Graphique 4 : Part des différents niveaux de diplôme parmi les 25-49 ans entre 2003 et 2017



*Les données 2017 sont provisoires, sur la base des trois premiers trimestres
Champ : France métropolitaine
Source : Insee, enquête Emploi

Graphique 5 : Taux d'emploi observé et taux d'emploi à structure de diplôme fixée à celle des 25-49 ans de 1982



*Les données 2017 sont provisoires, sur la base des trois premiers trimestres
Champ : France métropolitaine
Source : Insee, enquête Emploi

Au total, les évolutions observées du taux d'emploi des 25-49 ans depuis 1982 se décomposent donc entre une contribution globalement positive liée à l'augmentation du niveau moyen de diplôme (de 12 points sur la période) et une contribution négative (de 10 points) liée à la baisse des taux d'emploi pour les plus bas niveaux de diplôme (**graphique 6**).

La hausse de la part des plus diplômés dans l'emploi provient à la fois de la hausse de la demande pour les métiers qualifiés et d'une hausse du niveau de diplôme au sein de chaque métier

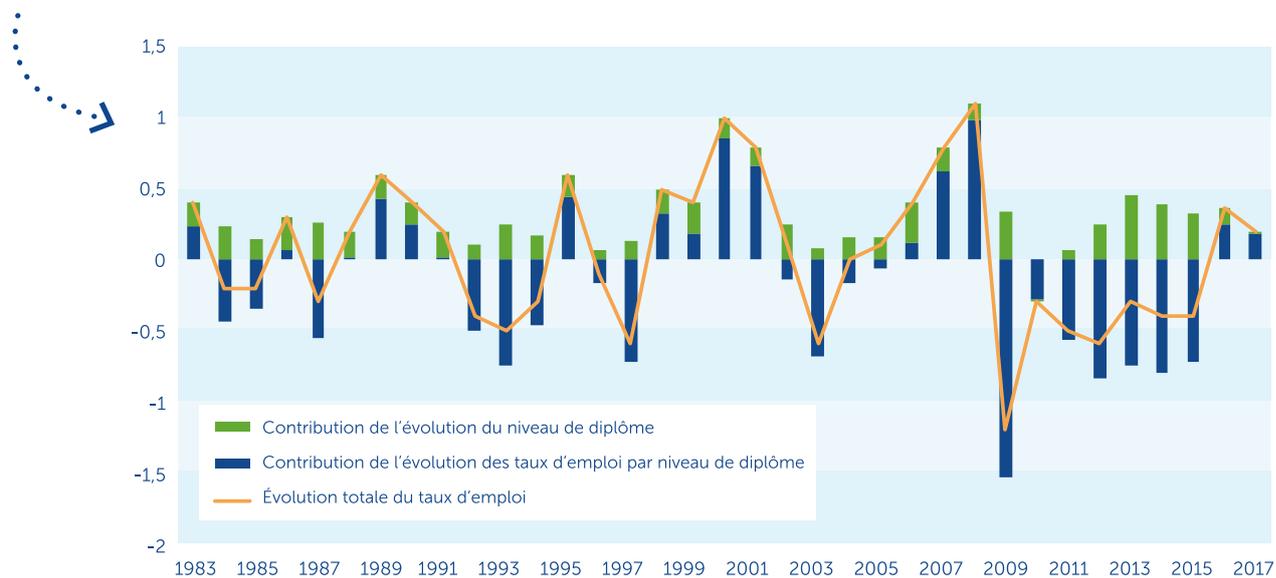
Plusieurs pistes sont régulièrement avancées pour expliquer ces évolutions divergentes de l'emploi selon le niveau de diplôme, qui reflètent les transformations du marché du travail à l'œuvre depuis plus de trente ans.

D'une part, la diffusion du progrès technique a favorisé l'emploi des plus qualifiés, au détriment de ceux des moins qualifiés, dont une partie des tâches sont de plus en plus automatisables.

La mondialisation, conjuguée au phénomène de délocalisation des activités à faible valeur ajoutée, a également pu contribuer, dans une moindre mesure, à réduire le poids des emplois les moins qualifiés². La part d'ouvriers non qualifiés dans l'emploi total s'est ainsi repliée de 11 % à 5 % entre 1982 et 2014.

D'autre part, la hausse globale du niveau de diplôme a transformé les « normes de qualification » au sein de chaque métier³. Cette élévation du niveau de diplôme s'est en effet poursuivie à un rythme plus rapide que la montée en qualification des emplois, pouvant conduire à un phénomène de déclassement des diplômés à emploi donné. La part de titulaires du baccalauréat parmi les ouvriers non qualifiés est par exemple passée de 2 % à 16 % entre les périodes 1982-1984 et 2012-2014. De même, à l'autre extrémité de l'échelle des qualifications, les diplômés du supérieur sont désormais majoritaires : 62 % des cadres détenaient en 2012-2014 un diplôme supérieur à bac+3, contre 44 % trente ans avant. L'évolution de la part des diplômés du supérieur dans l'emploi entre les périodes 1982-1984 et 2012-2014 (+14 points) provient ainsi pour un tiers de la croissance des métiers nécessitant un niveau de diplôme élevé et pour deux tiers de la hausse du niveau de qualification au sein de chaque métier.

Graphique 6 : Contributions des évolutions annuelles du niveau de diplôme et des taux d'emploi par diplôme à l'évolution annuelle du taux d'emploi total des 25-49 ans



*Les données 2017 sont provisoires, sur la base des trois premiers trimestres
 Champ : France métropolitaine
 Source : Insee, enquête Emploi

² Berger et Pora (2017), « Y a-t-il eu polarisation de l'emploi salarié en France entre 1988 et 2014 ? Une analyse selon les catégories socioprofessionnelles et le contenu de l'emploi en tâches », France portrait social 2017, Insee Références.

³ Babet (2017), « Comment ont évolué les métiers en France depuis 30 ans ? Forte progression des métiers du tertiaire et des métiers les plus qualifiés », Dares Analyses 2017 n°003.